



Enviroflash

O ♦ N ♦ T ♦ A ♦ R ♦ I ♦ O

AU SOMMAIRE

PAGES 2 et 3

- M. Wildman vise le développement durable
- Exploration minière près du lac Shoal
- L'usine Varnicolor trouve acheteur
- Deux projets pilotes de dépollution
- Fortes amendes pour les pollueurs

PAGES 4 et 5

- Programme de création d'emplois de 2,3 milliards
- Bonnes nouvelles pour Hamilton
- Travaux d'assainissement des Grands Lacs à Collingwood
- Deux rapports sur le plomb dans Riverdale-Sud
- Le répertoire national des polluants
- Subventions pour des ouvrages d'eau et d'égout
- Réseau de distribution d'eau pour la collectivité de White River

PAGES 6 et 7

- La dépollution des Grands Lacs
- Le recyclage gagne du terrain
- Projets industriels d'application des 3 « R »
- La cryogénie des vieux pneus
- La boîte bleue à Toronto : injection de capitaux



ONTARIO HYDRO N'AUGMENTERA PAS SES TARIFS

LE 9 MARS 1993

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman, a déclaré que l'engagement d'Ontario Hydro à ne pas augmenter ses tarifs redonnera confiance dans l'économie de la province et dans la capacité de la Société de fournir de l'électricité à prix abordable.

« En bloquant ses tarifs l'an prochain et en promettant des augmentations égales ou inférieures au taux d'inflation pour le reste de la décennie, Ontario Hydro aide ses clients à devenir plus compétitifs et contribue substantiellement au renouveau économique », a déclaré M. Wildman.

Réduction de 10 milliards de dollars

Le ministre commentait l'annonce faite aujourd'hui par le président du conseil d'administration d'Ontario Hydro, M. Maurice Strong, qui a déclaré que la Société réduirait ses dépenses d'investissement de dix milliards de dollars au cours des dix prochaines années. M. Strong a ajouté qu'Ontario Hydro réduirait davantage son personnel, principalement par un régime de retraite anticipée et un programme de départ volontaire.

M. Wildman a précisé qu'Ontario Hydro avait collaboré avec ses partenaires syndicaux pour mettre au point les plans d'adaptation de la main-d'œuvre. « Tout comme M. Strong, j'estime que la collaboration et le soutien des syndicats d'Ontario Hydro sont essentiels à la réussite de la Société », a-t-il déclaré.

Niveau inacceptable de la dette

« Les coûts de mise en service de la centrale nucléaire de Darlington ont accru la

dette d'Ontario Hydro à un niveau inacceptable pour le gouvernement, les consommateurs et Ontario Hydro. Les coupures de dépenses annoncées aujourd'hui, en plus des coupures importantes annoncées précédem-

ment, témoignent de la grande importance qu'accorde Ontario Hydro à son endettement et à la nécessité de renforcer son assise financière. La Société est maintenant mieux en mesure de répondre aux besoins de ses clients pour le reste de la décennie; c'est là une excellente nouvelle », a déclaré M. Wildman.

« L'an dernier, le gouvernement a demandé à Ontario Hydro de déployer tous les efforts possibles pour maintenir ses tarifs d'électricité à des niveaux compétitifs. C'est ce qu'elle a fait. L'annonce d'aujourd'hui indique très clairement que la plus importante entreprise ontarienne de services publics amorçait un nouveau virage. »

LE FORUM SUR L'ÉNERGIE : L'INDUSTRIE SE MET AU VERT

LE 26 FÉVRIER 1993

Mme Shelley Wark-Martyn, députée de Port Arthur, a pris la parole devant le Forum sur l'énergie de Thunder Bay au nom du ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman. Le Forum comprenait pour la première fois une section sur l'environnement.

Depuis son lancement, il y a six ans, le Forum ne cesse d'étendre ses activités. Il transmet sans relâche son appel à la

conservation de l'énergie dans 60 municipalités de l'Ontario. Initialement restreint à la promotion du rendement énergétique dans les immeubles commerciaux, son rôle s'est étendu depuis peu à l'industrie.

Lors de son allocution, Mme Wark-Martyn a souligné l'importance du virage écologique pour les

industries ontariennes.

Principaux extraits

« S'il est un message que transmet sans ambages la politique Nouvelles orientations énergétiques dévoilée à l'automne 1990, c'est bien celui-ci : l'optimisation du rendement énergétique peut aider les entreprises ontariennes à survivre à la récession. Les produits et les services écologiques sont très prometteurs. C'est de cette constatation que découle la Stratégie

Suite à la page 2



Copyright Provisions and Restrictions on Copying:

This Ontario Ministry of the Environment work is protected by Crown copyright (unless otherwise indicated), which is held by the Queen's Printer for Ontario. It may be reproduced for non-commercial purposes if credit is given and Crown copyright is acknowledged.

It may not be reproduced, in all or in part, for any commercial purpose except under a licence from the Queen's Printer for Ontario.

For information on reproducing Government of Ontario works, please contact ServiceOntario Publications at copyright@ontario.ca

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLES : L'OBJECTIF DU NOUVEAU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Principaux extraits du discours prononcé par le ministre, M. Bud Wildman, à l'occasion du congrès de la Municipal Electric Association.

LE 3 MARS 1993

« Vous êtes tous au courant de la récente unification du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Énergie. Je tiens à vous assurer que l'énergie ne sera pas laissée pour compte dans la réorganisation. Les années quatre-vingt-dix seront décisives pour l'Ontario, et il est évident que l'environnement et l'énergie vont de pair.

« L'énergie doit être tarifiée à des taux concurrentiels. C'est d'une importance capitale pour l'essor économique de la province.

Économie durable, économie prospère

« Le développement durable, ou la création d'une économie durable, est au cœur des politiques du nouveau ministère. Et laissez-moi préciser que je ne vois absolument aucune sorte de barrière entre essor économique, protection de l'environnement et développement durable.

« Tous doivent reconnaître que



l'économie est indissociable de l'environnement. Il faut voir les choses d'une façon plus globale que par le passé. Le développement économique durable est irréalisable sans un environnement durable. Il est insensé de dégrader l'environnement pour des gains immédiats quand on sait que cela menace la viabilité future de

l'économie.

L'énergie, rôle clé

« Dès que l'on constate le rôle clé que joue l'énergie dans l'économie ontari-

enne, la fusion des deux ministères devient un fait tout naturel. Je ne vois pas de toute façon comment on pourrait les séparer, ne serait-ce qu'une séparation en deux portefeuilles. Je suis très conscient des liens étroits qui unissent les politiques économiques, le développement économique, la mise à profit des ressources énergétiques, les politiques énergétiques et les questions d'environnement.

Une gestion efficace

« Il nous faut trouver ensemble des façons de produire, de transmettre et de consommer l'énergie sans dégrader l'air, les eaux et les sols. L'enjeu est simple. Nous devons maintenir les normes élevées de l'Ontario en matière de qualité de l'air, de l'eau et des terres. Nous y arriverons par une habile gestion de l'énergie et de l'environnement. Au risque de me répéter, je suis fermement d'avis que l'unification des ministères de l'Environnement et de l'Énergie est nécessaire et qu'elle va de soi.

UN PROJET D'EXPLORATION MINIÈRE NE FERA PAS L'OBJET D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

LE 25 JANVIER 1993

Le projet d'exploration minière de l'entreprise Kenora Prospectors and Miners Ltd. (KPM), près du lac Shoal, sera exempté des dispositions de la Loi sur les évaluations environnementales.

Après avoir fait un examen approfondi du projet, des représentants du ministère de l'Environnement et de l'Énergie ont conclu que l'eau du lac Shoal ne risque pas d'être contaminée par les activités d'exploration minière

proposées, car aucun produit chimique n'est utilisé dans le processus à boucle fermée.

Des représentants du Manitoba ont été invités à se joindre au personnel du Ministère qui effectuera régulièrement des visites sur le site pour surveiller les activités de l'entreprise. Le Ministère ne tolérera pas que soit menacé le bassin versant du lac Shoal.

suite de la page 1

éco-industrielle mise au point par le gouvernement.

« La Stratégie éco-industrielle est certes une initiative du gouvernement, mais elle repose à part entière sur la notion de partenariat. Cette idée de « partenariat » n'est d'ailleurs pas unique à la Stratégie. Elle caractérise tout ce qu'entreprend le gouvernement en matière de reprise économique, de rendement énergétique et de protection de l'environnement.

Des économies attrayantes

« Le Ministère a mis au point le Programme des services d'énergie pour l'industrie dans le but d'aider les entreprises ontariennes à réduire leurs dépenses énergétiques grâce à des audits, c'est-à-dire des rapports détaillés sur la consommation d'énergie. Les quelque 500 audits réalisés à ce jour montrent qu'il est possible de réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 73 millions par année, soit une économie moyenne de 11 p. 100 par entreprise.

« Plusieurs entreprises de la région de Thunder Bay ont déjà effectué des audits. L'Union des producteurs de grains limitée, par exemple, a trouvé des moyens de réduire de 113 000 \$

sa facture d'électricité annuelle de 640 000 \$. Qui plus est, les dépenses d'investissement pourront être amorties en un an!

« Un autre audit, réalisé cette fois-ci à l'usine Cancar, a montré comment l'entreprise pouvait réduire ses frais d'énergie de plus de 250 000 \$ par année. Les audits effectués par Northern Woods Preserves, Great West Timber et Palm Dairies citent des économies d'énergie de près de 600 000 \$ par année.

Aide

« Les entreprises qui désirent réduire leur consommation d'énergie ne sont pas laissées à leurs propres moyens. Elles peuvent compter sur l'aide du gouvernement et sur bien d'autres ressources. Ces entreprises ne font pas que réduire leurs frais généraux, elles aident aussi à protéger l'environnement, à rendre notre économie plus concurrentielle et à améliorer la qualité de vie de la population ontarienne. »

L'USINE VARNICOLOR TROUVE ACHETEUR

LE 2 FÉVRIER 1993

Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie et la société Philip Environmental Inc. sont arrivés à une entente en vue de dépolluer les terrains de l'usine de traitement de solvants Varnicolor, à Elmira.

La société Philip s'est portée acquéreur de l'usine Varnicolor, des installations de stockage voisines et du Lot 91. Aux termes de l'entente, la société s'acquittera des frais de dépollution déjà

engagés, mais n'aura pas à payer les dépenses imprévues, qui seront à la charge de la société Varnicolor. Les anciens propriétaires demeurent aussi garants des frais engagés par le Ministère.

Sentence

Mise en exploitation en 1964, l'usine Varnicolor a cessé ses activités en 1990, après que les inspecteurs du Ministère aient porté 42 chefs d'accusation contre Varnicolor et son président, M. Severin Argenton, pour avoir accepté des déchets non réglemen-

taires, pollué l'environnement et enfreint des conditions d'autorisation.

M. Argenton a été reconnu coupable le 9 juillet dernier de stockage illicite de solvants. Les solvants ont contaminé le terrain de l'usine et celui d'une propriété voisine. Il a purgé trois mois d'une peine de prison initiale de huit mois imposée en septembre dernier. Plus de 5 000 barils de déchets chimiques ainsi que plusieurs réservoirs de produits chimiques et de solvants sont encore entreposés à l'usine Varnicolor.

Substances cancérigènes

Les inspecteurs du Ministère ont trouvé plus de 600 barils percés d'où



s'écoulaient de la peinture et des solvants liquides de même que des déchets dangereux et non dangereux. Le Ministère a pris les mesures nécessaires pour confiner le déversement et empêcher pire dégradation de l'environnement. Il compte d'ailleurs se faire rembourser par M. Argenton pour ces travaux.

Certains des barils contenaient du chlorure de vinyle, du dichloro-1,2 éthane, du dichloro-1,1 éthane et du trichloroéthylène, des substances réputées cancérigènes, ainsi que du chloroforme, une substance figurant sur la liste secondaire des substances dangereuses que le Ministère veut interdire ou enrayé progressivement.

LE MINISTÈRE ENCOURAGE L'INNOVATION

LE 26 FÉVRIER 1993

La société Tallon Metal Technologies Inc., établie dans le comté de Wellington, a reçu une subvention de 126 465 \$ afin d'achever la deuxième phase d'un projet pilote de dépollution de terrains industriels. La subvention fédérale-provinciale a été accordée dans le cadre du Programme de création et de démonstration de techniques de dépollution de terrains contaminés (Environnement Canada) et du Programme de mise au point de technologies de dépollution (Environnement et Énergie Ontario).

L'université de Waterloo a reçu 62 538 \$ pour terminer des travaux de recherche visant à prévenir la pollution des eaux souterraines au moyen d'écrans en palplanches à joint étanche. Cette subvention a été accordée dans le cadre du Programme de mise au point de technologies de dépollution, qui encourage l'écologisation de l'industrie ontarienne. Le projet est supervisé par la Direction de la recherche et de la technologie. Le Programme de mise au point de technologies de dépollution encourage l'industrie ontarienne à élaborer des technologies environnementales innovatrices.

Pour plus de renseignements, prière de communiquer avec M. Doug Vallery, Section de la recherche et de la technologie, au (416) 323-4476.

DE FORTES AMENDES POUR LES POLLUEURS

Deux amendes dans le dossier Matachewan LE 21 JANVIER 1993

Le 17 octobre 1990, la paroi sud-ouest du bassin de retenue des résidus d'extraction de l'ancienne mine Matachewan s'est effondrée, entraînant le déversement d'environ 130 000 mètres cubes de résidus et d'eau dans le ruisseau Davidson, qui se jette dans la rivière Montréal.

Un tribunal de Timmins a condamné la société Matachewan Consolidated Mines Ltd., un de ses dirigeants, M. Richard McCloskey, et la société Goldteck Mines à payer des amendes totalisant 44 500 \$ relativement au déversement de résidus miniers qui a été à l'origine de la contamination des sources d'approvisionnement en eau potable d'Elk Lake et de Latchford.

Des odeurs coûteuses

LE 24 FÉVRIER 1993

Un tribunal de Scarborough a condamné la société Commander Business Furniture Ltd. et son directeur, M. Raymond Harson, à payer des amendes respectives de

20 000 \$ et de 5 000 \$ pour avoir émis des gaz et des odeurs dans l'environnement.

Depuis mars 1985, les personnes qui habitent à proximité de l'usine se sont plaintes à plusieurs reprises des fortes odeurs qui les forçaient à rester à l'intérieur. Des résidents de Scarborough ont aussi déclaré avoir souffert de problèmes de santé.

Falconbridge frappée d'une amende de 180 000 \$

LE 18 FÉVRIER 1993

Un tribunal ontarien a condamné la société Falconbridge Limitée à payer une amende de 180 000 \$ pour avoir rejeté du trioxyde de soufre dans l'atmosphère. L'incident, qui s'est produit au cours de l'été 1990 à l'usine Falconbridge de Nickel Centre, a valu au pollueur une des plus fortes amendes jamais imposées à une société minière dans l'histoire de l'Ontario.

Entre le 21 et le 24 juillet 1990, une charge de trioxyde de soufre jusqu'à 80 fois supérieure à la charge admissible s'est échappée de la cheminée de l'usine Falconbridge au lieu de passer dans la colonne d'absorption.

La corrosion, puis la fissure des conduits menant à la colonne d'absorption, seraient à l'origine de l'incident.

Un nuage de trioxyde de soufre a plané pendant quelques heures au-dessus de la ville de Falconbridge, où se trouve la fonderie. D'après un témoin de l'incident, le nuage gazeux était si dense par moments qu'il obstruait la vue. Plusieurs résidents ont d'ailleurs souffert d'irritation aux yeux, de toux, de problèmes respiratoires et de nausées.

Rejet illégal de déchets

LE 13 JANVIER 1993

M. Norman Evers, de Pickering, a été jugé coupable d'un des pires cas de rejet illégal de déchets jamais découverts par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie. Ce délit a valu à M. Evers une amende de 75 000 \$.

De pleins chargements de déchets ont été déversés puis recouverts de terre dans un lieu d'élimination des déchets que M. Evers exploite près de l'autoroute 7, à Pickering. Le coût des travaux de dépollution pourrait atteindre 750 000 \$.



LE PROGRAMME BOULOTONTARIO CONSTRUCTION EN OEUVRE PARTOUT DANS LA PROVINCE

BoulotOntario Construction est un programme de financement quinquennal de 2,3 milliards de dollars destiné, entre autres, à créer des emplois et à relancer l'économie. De ce total, 258 des 400 millions de dollars réservés à des projets de construction ont déjà été affectés. Plus de 90 millions de dollars en subventions seront accordés en 1993-1994 par le gouvernement pour la création d'emplois et pour rehausser la qualité de l'eau en Ontario. Les projets qui ont reçu une aide financière en 1992-1993 permettront de créer environ 10 000 emplois.

Le 9 février dernier, le premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae, a annoncé la création de l'Agence ontarienne des eaux, qui encouragera la participation du secteur privé dans le financement des projets de construction ou d'aménagement d'installations d'eau et d'égout en Ontario. De plus, l'Agence exploitera les installations d'eau et d'égout provinciales et aidera les municipalités et les régions à planifier, financer, aménager, moderniser et exploiter les leurs.

Douze réserves reçoivent des subventions

LE 22 JANVIER 1993

Le ministre de l'Énergie, M. Brian Charlton, a annoncé l'octroi de 285 000 \$ dans le cadre du programme BoulotOntario Construction. Ces fonds, qui seront affectés à des travaux destinés à améliorer le rendement énergétique d'édifices communautaires appartenant à 12 réserves des premières nations, se traduiront par une création immédiate d'emplois. Les coûts liés aux 12 projets de rénovation s'élèveront à 689 000 \$.

Le centre communautaire Mount McKay, de la réserve Fort William, à Thunder Bay, recevra 39 199 \$ pour payer une part des coûts de modernisation du centre, qui s'élèvent à 87 493 \$.

Le chef de la première nation de Fort William, M. Leo Barron, a déclaré que la subvention permettra, en plus de créer des emplois, d'effectuer des travaux de rénovation qui auraient dû être entrepris depuis longtemps.

Les 11 autres projets subventionnés seront réalisés dans les réserves suivantes : Big Trout Lake, Big Grassy, Big Island, Dokis, Eagle Lake, Gibson, Kasabonika Lake, Matagami, Michicopitoten, Mississauga et Six Nations.

Depuis la création du Programme de modernisation des édifices communautaires des premières nations en 1991, plus de 1,4 million de dollars ont été affectés à 58 projets. Le programme finance 75 p. 100 des coûts (jusqu'à concurrence de 50 000 \$) de modernisation d'édifices communautaires situés dans les réserves, et offre aux membres de la collectivité des ateliers de formation sur les technologies et les pratiques éconergétiques.

Subventions pour des ouvrages d'eau et d'égout dans trois régions ontariennes

LE 11 FÉVRIER 1993

Selon les recommandations du plan d'assainissement du gouvernement, le programme BoulotOntario Construction affectera 178 millions de dollars au cours des quatre prochaines années à la construction et à la modernisation



isation d'usines d'épuration des eaux usées et de traitement de l'eau dans les régions du nord, du sud-ouest et du centre-sud de l'Ontario.

Les subventions sont réparties comme suit : 22 projets dans le nord, 38 dans le sud-ouest et 29 dans le centre-sud de l'Ontario. Environ 5 775 années-personnes d'emploi seront créées.

« Les subventions accordées soulignent la volonté du gouvernement d'assainir les Grands Lacs, en particulier les secteurs de préoccupation du plan d'assainissement », a souligné le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman.

De la subvention annoncée, 2,25 millions de dollars serviront à l'agrandissement de l'usine de dépollution de la rue principale, à Penetanguishene, et 3,25 millions de dollars seront versés à la ville d'Espanola pour des travaux visant à augmenter la capacité de l'usine d'épuration.

Travaux d'assainissement des Grands Lacs à Collingwood

LE 5 MARS 1993

La ville de Collingwood a reçu une subvention de 83 400 \$ pour améliorer son système de contrôle du phosphore. La subvention fait partie des 200 000 \$ accordés par le Ministère dans le cadre d'un projet d'assainissement des Grands Lacs financé par le programme BoulotOntario Construction. Le projet permettra d'aménager un système de réduction du phosphore à l'usine de traitement de l'eau. Les coûts s'élèveront à environ 600 000 \$.

BONNES NOUVELLES POUR HAMILTON

LE 12 MARS 1993

Une subvention de 300 000 \$ du ministère de l'Environnement et de l'Énergie a joué pour beaucoup dans la décision de la société américaine Rheem Manufacturing d'accroître la production à l'usine de sa filiale canadienne, Rheem Canada Ltd.

La subvention permettra à Rheem Canada Ltd., qui emploie 200 personnes, de financer une partie de l'achat d'un four à émailler à haut rendement énergétique dont elle dotera son usine de fabrication de chauffe-eau électriques et à gaz de Hamilton.

Économie d'énergie

L'usine devrait pouvoir réaliser une économie d'énergie de 225 000 \$ par année grâce au nouveau four. Les avantages ne se limitent pas à cette économie d'énergie, puisque le four entraînera une hausse de la productivité et de la qualité, ainsi qu'une réduction notable des émissions polluantes.

Le député de Hamilton Mountain et ancien ministre de l'Énergie, M. Brian Charlton, aujourd'hui président du Conseil de gestion du gouvernement et leader parlementaire, a eu le plaisir de remettre à l'entreprise un chèque de 75 000 \$ représentant le premier versement de la subvention.

« Le nouveau four rendra Rheem Canada beaucoup plus concurrentielle, ce qui signifie une meilleure sécurité d'emploi pour le personnel de l'usine », a déclaré M. Charlton. « C'est un autre exemple de la façon dont les programmes de subvention du ministère de l'Environnement et de l'Énergie aident la reprise économique de l'Ontario », a-t-il ajouté.

« La subvention montre que le gouvernement de l'Ontario, et en particulier le ministère de l'Environnement et de l'Énergie, est résolu à aider les entreprises ontariennes à réduire leurs coûts par une meilleure gestion de l'énergie », a dit le directeur général de Rheem Canada, M. D.P. Robertson.

NOTE DE LA RÉDACTION

Le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Énergie ont été fusionnés le 3 février 1993. Le nouveau ministère de l'Environnement et de l'Énergie continuera à offrir les documents figurant dans la liste des publications. Le présent numéro d'Enviroflash Ontario réunit des communiqués publiés avant et après l'unification des deux ministères.

DEUX RAPPORTS SUR LE PLOMB DANS RIVERDALE-SUD

LE 30 MARS 1993

Mme Marilyn Churley, députée de Riverdale, a rendu publics aujourd'hui deux rapports du ministère de l'Environnement et de l'Énergie sur la pollution par le plomb dans le quartier de Riverdale-Sud.

D'après ces rapports, la contamination par le plomb du feuillage des arbres qui se trouvent à proximité de l'usine Canada Metal aurait régressé en 1991, mais resterait tout de même plus élevée dans Riverdale-Sud que dans un quartier plus au nord.

Le Ministère a entrepris, en 1987 et 1988, de remplacer les sols contaminés de 939 propriétés. Des échantillons prélevés au hasard ont permis de confirmer le succès de ce programme de dépollution de dix millions de dollars.

« Je suis heureuse de constater que les efforts des résidents de Riverdale, du gouvernement municipal et du gouvernement provincial ont porté fruit », a affirmé Mme Churley. « Les rapports incitent toutefois à la vigilance », a ajouté la députée.

La société Canada Metal exploite une fonderie de plomb au 721, avenue Eastern. L'usine a cessé l'usage de son four de fusion du plomb le 19 août 1992.

Analyse du feuillage

Le Ministère étudie chaque année,

depuis 1972, le feuillage des arbres qui se trouvent à proximité de l'usine Canada Metal. En 1991, la concentration du plomb sur un terrain se trouvant à 350 mètres (1 050 pieds) de l'usine était de 34 parties par million (ppm). La limite de 60 ppm recommandée par le Ministère a été enfreinte à deux postes d'échantillonnage seulement (78 ppm et 65 ppm).

Analyse du sol

Pour vérifier si le programme de dépollution avait donné les résultats escomptés, le Ministère a par la suite effectué une batterie d'analyses à 89 endroits choisis au hasard parmi 87 des 939 propriétés visées par le programme de dépollution. Les sols de neuf de ces propriétés ont fait l'objet d'une seconde analyse en 1991 pour confirmer l'exactitude des premières données. Les analyses effectuées en 1988, soit à l'issue du programme de dépollution, et celles effectuées en 1991 sont probantes : pour toutes les propriétés étudiées, seules des concentra-

tions minimales de plomb ont pu être décelées dans la couche de surface.

Les analyses ont toutefois révélé une légère hausse de la teneur en plomb des couches de surface entre 1988 et 1991. Les valeurs restent toutefois bien inférieures à la limite de 500 ppm préconisée par le Ministère et risquent fort peu d'atteindre les concentrations d'avant 1987, surtout si se

maintient la tendance vers une meilleure qualité de l'air dans Riverdale-Sud.

Le Ministère et le comité antipollution de Riverdale-Sud, composé de résidents de Riverdale et de représentants du centre de soins communautaires, se sont rencontrés pour discuter des rapports et planifier toute

intervention future. Le Ministère poursuit entre-temps son programme de surveillance.

On peut se procurer des exemplaires des rapports (*Investigations of Tree Foliage Contamination in the Vicinity of Canada Metal Company*



SUBVENTIONS POUR DES OUVRAGES D'EAU ET D'ÉGOUT DANS LE SUD-EST DE L'ONTARIO

LE 11 FÉVRIER 1993

La ministre du Logement, Mme Evelyn Gigantes, a annoncé l'octroi de subventions totalisant 80 millions de dollars à des municipalités du sud-est de l'Ontario pour le financement de 31 projets dans le cadre du programme boulotOntario

Construction. Cet octroi entraînera la création de 2 300 années-personnes en emplois directs dans la région.

Le canton de Cornwall recevra une subvention de 4,58 millions de dollars pour la modernisation d'une usine d'épuration des eaux usées, qui jette ses effluents dans une des zones

visées par le Programme d'assainissement des Grands Lacs. Le comité consultatif public pour l'assainissement du fleuve Saint-Laurent a souligné le besoin urgent d'améliorer la qualité des effluents de l'usine. Ce projet créera 70 emplois.

Une autre subvention de 13,5 millions de dollars financera un projet de modernisation du réseau d'égouts et de la station de pompage du village de Carp.

RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POUR LA COLLECTIVITÉ DE WHITE RIVER

LE 5 MARS 1993

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman, a accordé 59 651 \$ au canton de White River pour la construction d'un réseau de distribution d'eau qui permettra de créer 4 années-personnes en emplois directs. L'aide financière fait partie d'une subvention de 272 000 \$ s'inscrivant dans le cadre du programme de financement boulotOntario.

Le projet de White River prévoit la construction de deux nouveaux puits et une conduite principale. Les coûts s'élèveront à environ 320 000 \$.

Limited, Toronto, 1986 to 1991 et Phytotoxicology Section Verification Sampling of the South Riverdale Soil Replacement Project) en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement et de l'Énergie, au 135, avenue St. Clair ouest, Toronto (Ontario) M4V 1P5, tél. : (416) 323-4321 ou 1-800-565-4923.

LE MINISTRE DÉSIRE VOIR D'AUTRES SUBSTANCES AJOUTÉES AU RÉPERTOIRE NATIONAL DES REJETS DE POLLUANTS

LE 12 MARS 1993

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie de l'Ontario, M. Bud Wildman, a favorablement accueilli le Répertoire national des rejets de polluants que vient de publier le gouvernement fédéral, mais aurait voulu voir d'autres substances ajoutées à la liste, notamment les BPC, les combustibles fossiles responsables du réchauffement de la planète et les substances destructrices d'ozone. « Le gouvernement ontarien a pressé les membres du comité multipartite d'ajouter ces substances au Répertoire pour accélérer les mesures de prévention de la pollution », a déclaré le ministre.

Constitué à partir des données compilées par quelque 2 000 établissements industriels canadiens, le Répertoire national des rejets de polluants est une précieuse source de renseignements sur les rejets de polluants dans l'air, les eaux et les sols.

« L'Ontario a communiqué l'an dernier son intention d'interdire ou d'éliminer progressivement les substances toxiques les plus persistantes. Il est temps de passer à l'action », a affirmé le ministre.

SUBVENTIONS DIRECTES À DES COLLECTIVITÉS DE L'ONTARIO

Le Programme de subventions directes permet d'améliorer les ouvrages d'eau et d'égout municipaux de différentes collectivités, tout en créant un partenariat entre les municipalités et le ministère de l'Environnement et de l'Énergie afin de lutter contre la pollution et d'assainir les Grands Lacs.

Les projets incluent entre autres l'aménagement de réseaux d'eau et d'égouts collectifs; la rénovation de réseaux d'approvisionnement en eau privés et de systèmes d'évacuation des eaux d'égout; l'aménagement de conduites d'eau dans des régions rurales; la réparation de réseaux de distribution d'eau et de réseaux d'égouts, et la réalisation d'études sur la planification de la lutte contre la pollution.

► La ville de Wiarton a reçu 1 824 429 \$ dans le cadre du Programme de subventions directes



pour un projet de construction d'une conduite d'alimentation principale pour joindre l'usine de traitement de l'eau et l'installation de stockage aux conduites principales de distribution. Les subventions font partie des 6 188 949 \$ accordés par le Ministère pour le projet, dont le coût total s'élève à 8 138 000 \$.

► La ville de Bruce Mines a reçu 117 025 \$ pour la rénovation de ses ouvrages d'égout. Cette aide financière fait partie d'une subvention de 2,875 millions de dollars

SUBVENTIONS POUR DES PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES DE RÉDUCTION DES DÉCHETS

LE 16 MARS 1993

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman, a annoncé l'octroi de subventions totalisant 42 355 \$ pour trois projets municipaux de réduction des ordures ménagères.

Les villes de Brockville et de Wasaga Beach et le canton d'Elmsley-Sud recevront ces subventions dans le cadre du Programme municipal d'application des 3 « R » et du Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères.

Succès assuré

La ville de Brockville recevra une subvention de 27 825 \$ dans le cadre du Programme municipal d'application des 3 « R » pour payer les frais d'aménagement d'un lieu de compostage de feuilles mortes et de déchets de jardin.

La ville de Wasaga Beach projette de consacrer les 9 000 \$ reçus dans le cadre du Programme municipal d'application des 3 « R » à l'achat d'un appareil pour déchiqueter les branches d'arbres.

Le canton d'Elmsley-Sud a reçu 5 530 \$ dans le cadre du Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères pour payer les frais de fonctionnement et de promotion de son programme de la boîte bleue, qui remporte beaucoup de succès.

LE 5 MARS 1993

octroyée par le Ministère pour le projet. Une somme additionnelle de 56 985 \$, faisant partie d'une subvention de 112 500 \$, a été fournie par le ministère du Développement du Nord et des Mines.

► Le canton de Plummer a reçu une subvention de 55 600 \$ du ministère du Développement du Nord et des Mines pour un projet d'aménagement d'un ouvrage d'eau.

► Le canton de St. Joseph a reçu 168 824 \$ pour deux projets d'aménagement d'ouvrages d'eau et d'égout à Richards Landing. Chaque projet recevra 84 412 \$ du ministère du Développement du Nord et des Mines.

INDUSTRIES ENCOURAGÉES PAR LE MINISTÈRE À RÉDUIRE LEURS DÉCHETS

LE 27 JANVIER 1993

Dans le cadre du Programme de réacheminement des déchets industriels, une subvention de 106 584 \$ a été accordée à deux entreprises de Mississauga et de Brampton spécialisées en récupération et en réutilisation des déchets. L'Association de recyclage du polystyrène du Canada, située à Mississauga, a reçu 54 305 \$ pour l'achat de matériel de recyclage des plastiques qui aboutissent normalement dans les lieux d'enfouissement.

La division du recyclage de la compagnie MSO Construction Ltd., de Brampton, a reçu 52 279 \$ pour l'achat d'équipement pour asphaltier les routes qui emploie presque exclusivement du bitume recyclé. L'entreprise a reçu 383 945 \$ au total pour ce projet. D'ici 1994, MSO Construction Ltd. prévoit quadrupler la quantité de bitume qu'elle recycle, soit plus de 120 000 tonnes par an.

SUBVENTIONS POUR DES PROJETS INDUSTRIELS D'APPLICATION DES 3 « R »

LE 21 JANVIER 1993

Trois entreprises de la région du grand Toronto recevront jusqu'à 89 138 \$ en 1993 pour la création de projets visant à protéger l'environnement et à réduire la quantité de déchets industriels.

La compagnie Unisearch Associates Inc. a reçu 75 000 \$ dans le cadre du Programme de mise au point de technologies de dépollution pour un nouveau procédé de détection des rejets de nitrate.

La compagnie Formulated Coatings recevra 9 605 \$ dans le cadre du Programme de réacheminement des déchets industriels pour l'achat d'équipement de récupération des solutions de nettoyage de pièces automobiles.

La compagnie Multi-Pallet Inc. recevra pour sa part 4 533 \$ dans le cadre du Programme de réacheminement des déchets industriels pour la fabrication de nouvelles palettes à partir d'anciennes.

SUBVENTIONS POUR LE COMPOSTAGE À IRONBRIDGE

LE 26 FÉVRIER 1993

Le village d'Ironbridge a reçu une subvention de 3 330 \$ dans le cadre du Programme municipal d'application des 3 « R » pour l'achat de 100 composteurs pour son programme de compostage à domicile, qui remporte beaucoup de succès. Le Programme municipal d'application des 3 « R » fait partie du Plan d'action en matière de réduction des déchets, une initiative du gouvernement de l'Ontario visant à intégrer les 3 « R » dans la vie quotidienne de millions d'Ontariens et d'Ontariennes.

LA CRYOGÉNIE DES VIEUX PNEUS

LE 16 MARS 1993

Grâce à un nouveau procédé de broyage cryogénique (à basses températures) et à des subventions provinciales, les « montagnes » de vieux pneus de l'Ontario seront peu à peu réduites en poudre. La société Recovery Technologies Inc. (RTI), la première entreprise de broyage cryogénique de caoutchouc au Canada, a reçu à cette fin 964 750 \$ en fonds provinciaux dans le cadre d'une subvention qui totalisera 1 527 750 \$.

Une première subvention de 428 089 \$ accordée par le Ministère entre mai 1991 et juillet 1992 aura aidé RTI à établir une usine de recyclage à Ayr, en Ontario. La nouvelle subvention de 964 750 \$ aidera l'entreprise à créer des produits à partir de pneus recyclés et à parfaire le procédé de broyage cryogénique du caoutchouc à sa nouvelle usine de Cambridge.

Procédé novateur

Aux usines RTI, des pneus entiers sont déchiquetés en lanières d'environ cinq centimètres (deux pouces). Les lanières sont ensuite introduites dans

un cryoréfrigérateur, sorte d'enceinte frigorifique utilisant de l'azote liquide comme source de froid. Les morceaux de caoutchouc surgelés, devenus très friables, sont soumis à l'action d'un broyeur à marteaux. Il ne reste plus qu'à séparer la poudre de caoutchouc des autres éléments constitutifs des pneus, soit les tringles des talons et les fibres textiles de la carcasse. La poudre s'utilise dans de nombreux nouveaux produits. Les fibres textiles et l'acier des tringles peuvent aussi être recyclés.

Il se jette entre huit et dix millions de pneus chaque année en Ontario.

SUBVENTIONS POUR DES PROGRAMMES DE LA BOÎTE BLEUE DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

LE 11 MARS 1993

Des subventions additionnelles totalisant 4 321 950 \$ ont été accordées à cinq programmes de la boîte bleue dans la communauté urbaine de Toronto. Les subventions s'inscrivent dans le cadre du Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères dont l'objectif est de réduire d'au moins 50 p. 100, d'ici l'an 2000, la quantité de déchets à enfouir. Différents types de papier, de verre, de métal et de plastique sont maintenant recyclés grâce à la boîte bleue, y compris les revues et le papier d'aluminium, qui n'étaient pas récupérés auparavant. Chacune des municipalités utilisera la subvention reçue pour payer les frais de fonctionnement et de promotion des programmes et pour acheter d'autres boîtes bleues.

Répartition des subventions

Ville de North York

1 449 900 \$ pour l'achat de 2 920 boîtes bleues

Ville de Scarborough

1 388 300 \$ pour l'achat de 2 560 boîtes bleues

Ville d'Etobicoke

771 950 \$ pour l'achat de 1 330 boîtes bleues

Ville de York

369 900 \$ pour l'achat de 660 boîtes bleues et 55 contenants pour des immeubles d'habitation

Municipalité d'East-York

341 900 \$ pour l'achat de 446 boîtes bleues

Enviroflash

O · N · T · A · R · I · O

La gazette Enviroflash Ontario est publiée six fois par année par le ministère de l'Environnement de l'Ontario. Elle renferme des nouvelles de toutes sortes, dont des extraits de communiqués et de discours parus les semaines précédentes.

On peut obtenir des exemplaires (en français ou en anglais) des articles d'Enviroflash Ontario en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement, ou en composant le 323-4321 (Toronto) ou le 1-800-565-4923 (de l'extérieur de Toronto), ou encore en télécopiant sa demande au (416) 323-4564.

On peut s'abonner sans frais en envoyant par télécopieur ou par la poste la carte d'abonnement ci-dessous. On peut aussi se servir de cette carte pour informer le Ministère d'un changement d'adresse.

Cette publication est imprimée au moyen d'encre d'origine végétale sur du papier entièrement composé des fibres post-consommation non désencrées.

Nous invitons les lecteurs à nous écrire à l'adresse suivante :

Enviroflash Ontario
Ministère de l'Environnement de l'Ontario
Services des relations publiques et des communications
135, avenue St. Clair ouest, 2^e étage
Toronto (Ontario) M4V 1P5
(416) 323-4340
Rédactrice en chef : Jane Hargraft

Il n'est pas nécessaire d'obtenir la permission du Ministère pour reproduire les articles de cette gazette.

ISSN 1192-4152

PIBS 2212F-01

Also available in English

TÉLÉ-ABONNEMENT

Soyez à la une de l'actualité environnementale!

Abonnez-vous à Enviroflash dès aujourd'hui. Parlez-en à vos amis, à vos collègues et à votre famille.

Télécopiez votre demande d'abonnement au (416) 323-4643.

Désirez-vous recevoir Enviroflash en

anglais ☐ ou en français ☐ ?

☐ Nouvel abonnement

☐ Confirmation

☐ Une erreur s'est glissée dans l'adresse? Veuillez la corriger dans l'espace ci-dessous

Nom : _____

Adresse : _____

À l'attention de Jane Hargraft

DERNIÈRES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE

La liste partielle qui suit répertorie les documents publiés dernièrement par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie. Pour obtenir un exemplaire de ces documents, prière de s'adresser au Centre d'information du Ministère.

Le Centre d'information du Ministère, situé au 135, avenue St. Clair ouest (intersection Avenue Road), est ouvert au public du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h 30 (sauf les jours fériés).

Téléphone : (416) 323-4321 (Toronto et hors de l'Ontario); 1-800-565-4923 (ailleurs en Ontario).

Télécopieur : (416) 323-4564.

Prévoir deux semaines pour la livraison. Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie de l'Ontario paiera l'affranchissement des colis pesant moins de 2,5 kg.

Les textes de loi touchant à l'environnement sont vendus par :

Publications Ontario, Secrétariat du Conseil de gestion,

880, rue Bay, 5^e étage, Toronto (Ontario), M7A 1N8.

Téléphone : (416) 326-5300 (Toronto et hors de l'Ontario);

1-800-668-9938 (ailleurs en Ontario).

2127E DIS Notes for Remarks to Hamilton Library Presentation Jan 18

2126E DIS Notes for Remarks to Metal Recovery Industries Inc. Presentation Jan 18

2123E DIS Canadian Institute for Environmental Law and Policy Municipal Solid Waste Management Conference Jan 23

2142E DIS Note for Remarks Agcare Annual Meeting Feb 23

2265E PD Ontario Reg. 15/93 (Reg. 914/90) under the Pesticides Act Jan 31

2296E PD Ontario Reg. 13/93 Amending Ontario Reg. 502/92 Environmental Protection Act and Ontario Reg. 14/93 Amending Ontario Reg. 503/92 Water Resources Act Feb 1

2212E01 GÉN Environario Highlights Vol. 2 No. 1 January 1993 Jan 31

2212F01 GÉN Enviroflash Ontario Vol. 2 No 1 Janvier 1993 31 janv

2264F FI SMID - Réglementation des effluents du secteur des pâtes et papiers 2 févr

2279B FI Quick Facts: On jobs Ontario Capital Funding for Water and Sewer Projects/En bref... Fonds accordés dans le cadre du programme Boulot Ontario Construction pour des ouvrages d'eau et d'égouts Feb 11/11 févr

2278E FI Ontario Clean Water Agency (and Questions and Answers) Feb 11

2249E RS Solvent Recycling at a Hospital Laboratory Jan 12

2238E RS Alternative Approaches for Upgrading Effluent Quality for Lagoon Based Systems Jan 13

2078E RS Market Assessment of 3Rs Activities in Ontario Jan 15

2116E RS Socio Economic Assessment of the Ontario Waste Management initiatives Jan 18

2255E RS Interlaboratory Study 92-5 Phenolics (4-AAP) in Reagent Water and Surface Water Jan 20

2266E RS MISA Pulp and Paper Kit (2100E; 2261E; 2264E; News Release; and letter) Feb 2

2262E RS MISA Protocol for Conducting a Storm Water Control Study Feb 2

2266F RS Trousse d'information sur la réglementation des effluents du secteur des pâtes et papiers (2264F; 2100F; 2261F; communiqué et lettre) 2 févr

2263E RS MISA Draft Development Document for the Pulp and Paper Sector; Effluent Limits Regulation Feb 2

2261E RS MISA Draft Effluents Limits Regulation for the Pulp and paper Sector Feb 2

2258E RS Analysis of Collocated Sampling Results for Volatile Organic Compounds Feb 10

Légende : « 1722F » (numéro du Public Information Bank System, PIBS) ; DIS : discours ; C : communiqué ; DÉC : déclaration ; GÉN : publication d'intérêt général ; DT : document de travail ; FI : feuillet d'information ; PD : politiques et directives ; RS : rapport scientifique ; « 1^{er} mars 1992 » date de publication. *existe aussi en français.

Ministère de l'Environnement et de l'Énergie
135, avenue St. Clair ouest
Suite 100
Toronto (Ontario)
M4V 1P5

